

6 Société et Culture

**Défense nationale/Mariage civil collectif
Carnet rose pour 104 couples**

AJT
Libreville/Gabon

C'était samedi dernier au stade du camp Gros-Bouquet. A l'occasion d'une cérémonie officielle par la mairesse de Libreville, Rose Christiane Ossouka Raponda, et rehaussée par la présence du Premier ministre, Daniel Ona Ondo et du ministre de la Défense nationale, Mathias Otounga Ossibadjou.

SOUS le parrainage du président de la République, Ali Bongo Ondimba, la mairesse de la commune de Libreville, Rose Christiane Ossouka, a officié, samedi dernier, au stade du camp Gros-Bouquet de Libreville, la cérémonie civile de mariage collectif de 104 couples, personnels des Forces de Défense et de Sécurité des forces armées gabonaises. Au total neuf corps (Gendarmerie nationale, Garde républicaine, Bataillon des Sapeurs-pompiers, Marine nationale, Génie militaire, Armée de l'air, Aviation légère des armées et Santé militaire) ont saisi cette opportunité offerte par le chef suprême des Armées pour se mettre ainsi en conformité avec le code civil et sécuriser leurs conjointes.

La cérémonie riche en couleurs a été rehaussée par la présence du Premier ministre, Pr Daniel Ona Ondo, représentant le chef de l'Etat, chef suprême des Armées, et du ministre de la Défense nationale, Mathias Otounga Ossibadjou. Occasion pour l'édile de la commune de Libreville, de rappeler aux heureux élus, quelques articles contenus dans le Code civil et ayant trait au fonctionnement harmonieux d'une vie de couple, les devoirs et les obligations qui incombent à chacun des époux. Ce, au terme d'un exercice qui s'est avéré fastidieux pour l'officier d'état civil, où à la différence des précédentes éditions de mariage collectif, chaque couple a procédé de façon individuel au rituel des épousailles. La remise des anneaux et le traditionnel baiser ont, par ailleurs, comme un effet de contagion, soulevé des salves d'applaudissements parmi la foule de parents et amis venue très nombreuse assister à ce qui apparaît pour les nouveaux mariés, le jour le plus long et le plus heureux de leur vie. Au nombre des points ayant marqué la présente édition de mariage collectif, deux couples ont été particulièrement distingués par Rose Christiane Ossouka pour être le plus jeune (5



Photo : AJT

Arrivée des couples au camps Gros Bouquet.



Photo : AJT

La mairesse de Libreville Rose christiane Ossouka Raponda scellant l'union d'un couple.



Photo : AJT

Les nouveaux mariés avec les officiels.

ans) et le plus vieux (30 ans) en termes de durée de vie commune. Une photo de famille suivie d'une mémorable soirée dansante au jardin botanique ont constitué la boucle de cet heureux événement.

Choses vues

Le drame des villes dépourvues de sapeurs-pompiers



Photo : Escalé Ndilorum

Le pont d'Isaac sur l'Ogooué à Lambaréné enregistre de nombreux accidents et noyades.



Photo : DR

Faute d'unités de sapeurs-pompiers, des cas d'incendies sont vécus avec impuissance dans certaines localités du pays.

AJT
Libreville/Gabon

DE plus en plus dans les chefs-lieux de provinces, et autres localités de notre pays, noyades et incendies font partie des lots quotidiens des populations et des causes des dégâts et autres décès. Chaque semaine, lorsqu'il ne s'agit pas d'un enfant qui disparaît au cours d'une baignade, c'est une famille qui est victime d'un incendie. Lorsque surviennent ces catastrophes, les secours, notamment les sapeurs-pompiers qui sont les plus qualifiés à intervenir, n'arrivent jamais à temps, car absents dans ces localités. Ce, au grand désarroi des populations qui n'ont d'autre choix que d'as-

sister impuissantes, à la destruction de leurs biens ou la disparition - pour ne pas dire la mort - de leurs enfants. Pour les habitants de Lambaréné, l'une des villes concernées, " il n'y a aucun service de secours dans la ville et même dans la région. Ici nous n'avons pas de pompiers. Et dire que nous enregistrons des incendies et des noyades chaque semaine. Il n'y a pas si longtemps, un taxi avec son conducteur sont tombés du pont d'Isaac. On ne l'a plus jamais retrouvé. La semaine suivante, il y eut un autre véhicule au même endroit, les secours ont mis deux jours pour arriver à Lambaréné. C'est grave!", témoigne un habitant de la ville du Dr Schweitzer. Un état de faits qui se justi-

fie, entre autres, par l'absence des "soldats du feu" et autres agents de secourisme dans les différentes villes du Gabon. En effet, sur l'ensemble du territoire, seules trois provinces (Estuaire, Ogooué-Maritime et Haut-Ogooué) disposent d'un service de secours (sapeurs pompiers). Et ils se trouvent à Libreville, Port-Gentil et Franceville. Lorsque l'on sait que, en terme d'effectif, cette branche de force de sécurité publique compte plus de 2000 agents pour la seule caserne de Libreville (source proche de la Défense), on se demande pourquoi ne pas redéployer, par exemple, une partie dans les autres villes qui en manquent cruellement ? Et pourtant, ce ne sont pas les recrutements qui manquent ces dernières années.

L'on se rappelle encore de la noyade tragique de Lambaréné où, de retour d'un enterrement, un véhicule avait plongé dans l'Ogooué avec ses occupants. N'eût été l'intervention des quelques pêcheurs présents ce jour-là sur le fleuve, qui se sont constitués en secouristes, on aurait certainement enregistré un plus grand nombre de disparus. En effet, ils avaient réussi à sauver cinq personnes sur les sept qui avaient pris place à bord du véhicule accidenté. Pas plus tard que la semaine écoulée, un incendie a détruit l'habitation d'un vieil homme à Oyem où les voisins, armés des seaux d'eau et autres feuillage, n'ont pu venir à bout des flammes. Comment comprendre alors cette absence des soldats du feu et autres organe de se-

courisme public à l'exemple des services de brigade nautique dont la sécurisation de l'espace maritime et fluvial est l'une des missions régaliennes dans les chefs lieux de province, alors que sous d'autres cieux ces services

de base existent dans des localités de moindre importance ? Au demeurant, cette absence de sauveteurs dans les grandes villes de notre pays constitue un véritable handicap pour la sécurité des populations.



L'IBEK 2016